1823.

achetées pour eux en 1784. Une assemblée des membres des Cinq-Nations a été convoquée pour décider formellement à ce sujet. Il (Claus) doit faire remarquer qu'après avoir forfait la concession, les présents annuels cesseront. La faveur de la concession de terres en franc-alleu devrait être restreinte le plus possible. Page 328

Brant à Claus. Les Six-Nations, dans un conseil plénier, ont consenti à accepter un titre pour les terres qu'elles occupent maintenant. La majorité désire vivement avoir un droit de franc-alleu aux terres, conformément aux ordres du gouvernement de Sa Majesté. 331

Claus à Hillier. Transmet titre et lettre de John Brant. La répugnance des sauvages d'accepter la concession en franc-alleu, une grande majorité ayant été contre cela en février, mais on a fort travaillé depuis à leur faire changer d'idée. Sept fidéicommissaires ont été nommés dans le titre. L'élément militaire devrait assister à toutes les assemblées tenues à une distance du poste, et dans une question de cette importance pour les sauvages ainsi que pour les femmes et enfants, les officiers militaires devraient être présents et les documents pourraient leur être soumis lors de la distribution générale de présents alors que l'élément militaire s'y trouve. Le titre est fait aux fidéicommissaires, dont pas un n'a signé son nom, et à leurs successeurs en charge. 332

Claus à ———. Compte rendu de l'assemblée du conseil fait par le fils aîné du feu chef Onondaga, Firmament Clair, ainsi que nombre de gens qui ont voté pour et contre l'acceptation de la concession en franc-alleu. 336

Sauvages nommés fidéicommissaires pour accepter un titre en franc-alleu des terres sur la Grande-Rivière. Les noms sont mentionnés, ainsi qu'une courte notice sur chacun des fidéicommissaires. Une note porte "On observera que pas un des fidéicommissaires n'écrit son nom, et qu'un seul homme peut être appelé sobre, tous les autres sont des ivrognes." 339

Hillier à Claus. Le lieutenant-gouverneur ne refusera pas de transmettre le document, étant censé exprimer les désirs des chefs des Cinq-Nations, mais il ne peut s'attendre à ce qu'il soit reçu comme un document officiel, n'étant pas légalisé soit par un employé du département des affaires indiennes ou un officier de l'armée, précaution qui est toujours observée. Il ne sache pas non plus que le gouvernement de Sa Majesté ait l'intention de permettre aux Cinq-Nations de nommer les fidéicommissaires. D'après les faits il y a doute si les chefs ont recueilli ou compris les opinions des membres des Cinq Nations qu'ils se sont cru autorisés à soumettre au gouvernement. On devra informer les chefs et les guerriers que le document a été transmis, et l'on fournira à ces derniers une occasion prochaine d'exprimer en la manière régulière leurs sentiments. On devra calmer les craintes de ceux à qui l'on a inspiré des inquiétudes au sujet de la sûreté de leurs fermes. 342

Maitland à Bathurst, 29 novembre 1821. Envoie le détail d'un plan pour l'amélioration des tribus sauvages, lequel diminuera la dépense, tout en réservant une quantité suffisante de terres pour les sauvages. Si le plan était adopté, il suggérerait que l'on annonce en Angleterre les terrains à vendre, car plus d'une société et plus d'un particulier en Angleterre désirent se procurer des étendues de terre dans cette partie du pays. A suggéré dans le plan que le fidéicommissaire soit confié à la Société pour la propagation de l'Évangile, et qu'aucune personne ayant des rapports avec les sauvages ne soit employée par ce fidéicommissaire. Apprend qu'on ne doit placer aucune confiance dans l'authenticité des signatures annexées à une pétition récemment transmise par les sauvages. 345

Plan proposé pour l'amélioration des sauvages, indiquant le résultat des ventes en fidéicommissaire pour l'avantage des sauvages, après avoir déduit des terres pour les chefs et les chefs de familles. 347